ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

exploitation

Question écrite n° 58373

Texte de la question

M. Jean-Claude Leroy appelle l'attention de M. le ministre de l'écologie et du développement durable sur les préoccupations que suscite dans la profession la suppression des commissions départementales des carrières. Ces commissions, qui assuraient une représentation équitable des différentes parties concernées et jouaient un rôle majeur dans l'examen des demandes d'exploitation et dans l'élaboration des schémas départementaux des carrières, vont être remplacées par les commissions départementales de la nature, des paysages et des sites. En conséquence, dans le cadre de ces nouvelles structures, il lui demande s'il envisage de prendre des mesures pour maintenir le dialogue entre les parties concernées et préserver les politiques locales d'approvisionnement en matériaux qui concernent particulièrement les professionnels du secteur.

Texte de la réponse

Le ministre de l'écologie et du développement durable a pris connaissance, avec intérêt, de la question relative à la suppression de la commission départementale des carrières. La loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 a, par son article 2-3° , habilité le Gouvernement à « simplifier la composition et le fonctionnement des commissions administratives et réduire le nombre des commissions à caractère consultatif ». Le projet de loi de simplification du droit qui ratifie l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004, relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre, a été adopté par le Parlement. Il transfère les attributions de la commission départementale des carrières, qui est supprimée, à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites. Il convient de rappeler que la commission départementale des carrières élabore le schéma départemental des carrières et examine les demandes d'autorisation de carrières prévues aux articles L. 512-1 et L. 512-2 du code de l'environnement pour émettre un avis motivé sur celles-ci. À ce titre, chaque année elles examinent environ 700 dossiers de demande d'autorisation, d'extension ou de renouvellement. Il existe 69 schémas départementaux des carrières approuvés à ce jour. Les textes réglementaires d'application de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit devront, bien entendu, continuer à garantir la prise en compte des besoins en matériaux de carrières et de la représentation de différentes parties concernées dans les futures commissions départementales compétentes en matière de nature, de paysage et de sites, d'autant plus que l'activité liée aux carrières constitue une activité spécifique. Les services du ministère de l'écologie et du développement durable préparent actuellement le décret relatif aux commissions départementales compétentes en matière de nature, de paysages et de sites. Ce travail est fait en liaison avec les professionnels. Le ministre de l'écologie et du développement durable propose que ces commissions siègent dans une formation spécialisée lorsqu'elles examineront les demandes d'autorisation de carrières prévues aux articles L. 512-1 et L. 512-2 du code de l'environnement pour émettre un avis motivé sur celles-ci et lorsqu'elles élaboreront ou réviseront les schémas départementaux des carrières.

Données clés

Auteur : M. Jean-Claude Leroy

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/12/questions/QANR5L12QE58373

Circonscription : Pas-de-Calais (3e circonscription) - Socialiste
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 58373
Rubrique : Mines et carrières
Ministère interrogé : écologie
Ministère attributaire : écologie

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 22 février 2005, page 1817
Réponse publiée le : 29 mars 2005, page 3249